

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS À PERPETUITÉ ?



Jeudi 10 Décembre 2020

Le projet de loi de finances 2021, dont l'examen vient de s'achever au Sénat est censé relancer l'activité économique et l'emploi et atténuer l'impact de la crise sur les ménages. Pourtant, le couperet des suppressions d'emplois qui vient de tomber n'épargne pas les ministères économiques et financiers (MEF) dont les missions consistent précisément à gérer, préserver et relancer l'économie et les finances de notre pays.

La **saignée**, une fois de plus, est même **intolérable**: 4 213 suppressions d'emplois sont programmées dans la fonction publique d'État (FPE) l'an prochain dont 2 163 dans les MEF et 1 800 à la DGFIP. Ainsi, les MEF supporteront plus de la moitié des suppressions d'emplois dans la FPE en 2021. La **DGFIP**, qui ne représente plus que **4,2 % des effectifs** et compte désormais **moins de 100 000 agents, en assumera à elle seule 42,72 %**. A titre de comparaison, notre administration **va perdre en 2021 un nombre d'agents équivalent, voire supérieur à celui des effectifs des directions locales des Alpes-Maritimes, des Yvelines ou du Pas-de-Calais**. 1 800 agents, c'est également la **moitié des effectifs des 7 Directions informatiques** ou **trois quart des effectifs des Directions de contrôle fiscal**.

La fiche de présentation générale du volet emploi de la DGFIP pour 2021 présente également le dispositif de «rebasage» par direction.

Selon la DGFIP, il s'agirait d'une «opération technique visant à corriger le décalage persistant et marqué qui peut exister dans certaines directions entre les emplois implantés et les effectifs.» Pour faire simple, il s'agit d'un outil de réduction de la vacance. **La DGFIP ne supprime pas uniquement les emplois dont elle dispose mais également ceux qu'elle n'a pas et qu'elle n'aura finalement jamais.**

Dans ce contexte récurrent de réduction de ses effectifs, la DGFIP doit faire face aux priorités de relance de l'économie, de soutien des entreprises en difficulté et d'accompagnement des usagers sur fond de crise sanitaire. Notre Direction doit également concilier les priorités contradictoires de maintien de la qualité du service public et de déploiement du NRP, cette peau de chagrin qui rétrécit notre réseau.

En résumé, le vaste chantier de la digitalisation de la DGFIP se poursuit et son objectif relève clairement de la réduction des coûts, en aucun cas d'une amélioration du service rendu. Suppressions d'emplois, resserrement du réseau et sous-dimensionnement chronique des serveurs et équipements informatiques n'ont jamais permis d'augmenter la performance du service public. Ils s'accompagnent, au contraire et systématiquement, de la détérioration des conditions de travail et du déclin du service rendu à l'utilisateur. Les conséquences de cette politique sont d'ailleurs déjà à l'œuvre et sont compensées, jusqu'à présent, par l'engagement et le professionnalisme des agents qui sont excédés.

F.O.-DGFIP condamne cette politique de destruction du service public et soutient que pour exercer leurs missions, les services de la DGFIP doivent disposer des moyens nécessaires.

F.O.-DGFIP exige l'arrêt des suppressions d'emplois, le maintien de toutes les missions exercées et d'un réseau de proximité adapté à l'attente des citoyens.

F.O.-DGFIP exige l'abandon du NRP et des réformes régressives qui sont à l'œuvre et l'accompagnent.

1 800

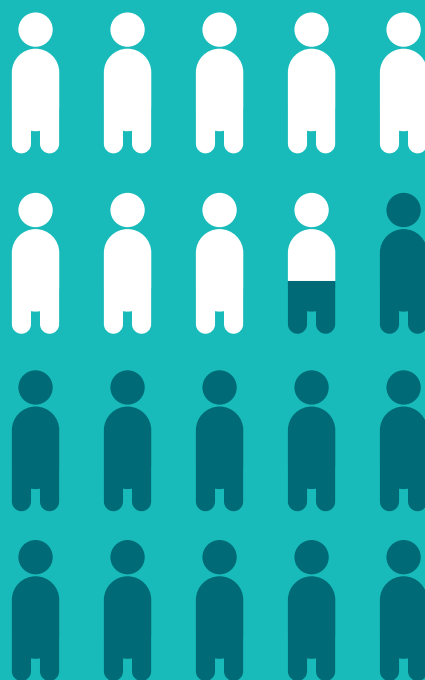
EMPLOIS SUPPRIMÉS

À LA DGFIP EN 2021



4,2 %

DES EFFECTIFS
DE LA FONCTION
PUBLIQUE D'ÉTAT



42,72 %

DES EMPLOIS SUPPRIMÉS
DANS LA FONCTION
PUBLIQUE D'ÉTAT

FO
DGFIP

**MISSIONS PRIVATISÉES,
USAGERS OUBLIÉS,
AGENTS SACRIFIÉS**

**LE MÉPRIS
ÇA SUFFIT!**